

La recherche actuelle en histoire japonaise

L'histoire a toujours tenu une place de choix dans la culture japonaise¹. Les deux plus anciens livres subsistant dans l'archipel, le *Kojiki* 古事記 (Chronique des choses anciennes, 712) et le *Nihon shoki* 日本書紀 (Annales du Japon, 720), relatent son histoire depuis l'Age des dieux. En Extrême-Orient comme dans les autres sociétés pré-contemporaines, l'écriture de l'histoire était officielle, ou à tout le moins se conformait aux conceptions pré-établies des doctrines dominantes. Mais les représentations japonaises de l'histoire, quoique tributaires de l'historiographie chinoise, firent montre d'une certaine originalité. Maruyama Masao 丸山真男 (1914-1996) les a caractérisées par la formule « la force continue et changeante des choses » : elles substituent aux mutations récurrentes de la pensée chinoise les changements constants de l'énergie créatrice en devenir ; si en Chine le naturel, comme la *natura* occidentale, est plutôt essence et loi des choses, au Japon il est plutôt leur spontanéité, d'où une adaptabilité au changement contrastant avec la quête chinoise de l'immuable [62]. Il y avait certes un immuable japonais, celui de la Maison impériale ; contrairement aux dynasties chinoises qui pouvaient perdre le mandat du Ciel, le *tennô* 天皇 était le Ciel – comme l'indique son titre, qui signifie Souverain céleste, ne s'applique qu'au monarque japonais et ne fut traduit par *emperor* qu'au XIX^e siècle ; mais les normes dont l'institution impériale, *tennôsei* 天皇制, était garante n'étaient que celles, à peu près universelles, du bon gouvernement, le pouvoir effectif étant dévolu à de grandes maisons presque tout au long de son histoire.

1. Les astérisques renvoient au lexique (*cf. infra*, p. 185-190) et les nombres entre crochets à la bibliographie (*cf. infra*, p. 191-197). La mention *cf.* renvoie à un ouvrage collectif ou à une série comprenant une participation de l'auteur en question.

De plus, l'apparition aux XI^e-XII^e siècles, aux côtés de la noblesse de Cour des *kuge* 公家 / 公卿*, de l'aristocratie des guerriers, *bushi* 武士 ou *buke* 武家, s'insérait mal dans les schémas historiques traditionnels. D'où l'apparition de conceptions originales de l'histoire, dont le point commun était de tenir compte des faits plus que de ceux-ci. Le confucianisme devenu doctrine dominante à l'époque d'Edo (1603-1868) conféra un esprit relativement positif aux historiens. Au XVIII^e siècle, les savoirs s'imprégnèrent de la rigueur des philologues chinois de l'Ecole de la critique textuelle, *koshôgaku* 古証学, soucieuse de vérifications et de preuves, des Sciences hollandaises, *rangaku* 蘭学, c'est-à-dire occidentales, et en même temps du nationalisme shintôïste de l'Ecole des études nationales, *kokugaku* 国学. Dans la première moitié du XIX^e siècle, le choc euro-américain et la crise du régime relancèrent les réflexions originales sur l'histoire, réflexions marquées par un mélange de nationalisme et de rationalisme; les plus influentes renouvelaient ce qu'on nomma au XX^e siècle la doctrine impériale, *tennôsei ideorogî* 天皇制イデオロギー.

Lorsque, sous le Régime impérial (1868-1945), l'occidentalisation des savoirs se généralisa, trois grands courants se partagèrent la recherche historique : la doctrine impériale officielle, comportant diverses proportions de Lumières étatiques, de confucianisme et de shintô ; des Lumières libérales ou radicales proches du libéralisme occidental ; enfin, tiraillé entre les deux précédents, à la confluence de l'Ecole de la critique textuelle et, du fait des relations privilégiées avec l'université allemande, de celle de Leopold von Ranke, le positivisme ou positivisme académique, (*akademizumu*) *jishshôshugi rekishigaku* (アカデミズム) 実証主義歴史学, expression qui désigne encore aujourd'hui toutes recherches à visée objective et non la seule école méthodique du XIX^e siècle. Le heurt entre le positivisme académique et la doctrine officielle causa deux célèbres affaires de contrôle de la pensée, l'une lors de la mise en place du régime et l'autre lors de celle de la réaction ultra-nationaliste : en 1891 Kume Kunitake 久米邦武 (1839-1931) et en 1940 Tsuda Sôkichi 津田左右吉 (1873-1961) furent sanctionnés pour avoir fait état de la nature non-historique des mythes shintôïstes. Hormis ce tabou sur les origines du shintô et de la dynastie, la recherche historique resta libre jusqu'au milieu des années 1930, ce qui lui permit de hausser peu à peu son niveau.

Ces trois courants se retrouvent encore à l'heure actuelle, non certes sans changements. Depuis 1945, l'historiographie nationaliste n'est plus ni officielle, ni shintôïste, ni confucianiste, mais relève d'un libéralisme conservateur aux bases intellectuelles occidentales pour l'essentiel ; sa particularité de 1868 à nos jours est

de jouir d'appuis bien plus importants dans les milieux politiques et économiques dirigeants que chez les historiens, parmi lesquels elle a toujours eu du mal à recruter. Des années 1930 aux années 1960, le courant libéral et radical a été en partie supplanté et renouvelé par le marxisme. Il reste aujourd'hui la base des valeurs qui imprègnent le positivisme académique désormais dominant.

Toutefois, le triomphe de ce dernier est relativement récent. En effet, la recherche historique d'après-guerre, *senjo rekishigaku* 戦後歴史学, était encore marquée par les schémas prédéfinis. C'est au milieu des années 1970 qu'elle a fait place à la recherche historique actuelle, *gendai rekishigaku* 現代歴史学. Celle-ci a atteint un niveau qui n'a plus rien à envier à l'Occident et a apporté de tels renouvellements qu'à quelques exceptions près elle relègue les travaux antérieurs au rang d'objets de recherche. Ainsi, l'histoire est au Japon à la fois la plus ancienne des disciplines et, sous un certain aspect, l'une des plus jeunes.

Il n'y a donc guère lieu de s'étendre ici sur la recherche d'entre 1868 et les années 1970. On pourra se reporter à de bonnes vues d'ensemble sur l'histoire de l'histoire au Japon, en anglais des origines aux années 1970 et en particulier sur l'après-guerre [37] et pour l'Epoque contemporaine à celle qu'a rédigée un important représentant de l'ancienne génération, le médiéviste Nagahara Keiji 永原慶二 (1922-) [67 ; cf. 13, 17, 19, 37].

Il faut toutefois signaler un problème hérité de l'ère Meiji (1868-1912), l'application à l'histoire japonaise du quadripartisme chronologique occidental : « Antiquité », *kodai* 古代, de la fin du VI^e siècle à celle du XII^e, « Moyen Age », *chûsei* 中世, « Epoque moderne », *kinsei* 近世, de la fin du XVI^e siècle à 1868, et « Epoque contemporaine », *kindai* 近代, de laquelle est souvent détachée aujourd'hui l'« Epoque actuelle », *gendai* 現代. On n'a cessé en effet, depuis lors, de débattre de l'application au Japon de ce modèle occidental. Le marxisme d'après-guerre rigidifia ces schémas en leur attribuant une valeur scientifique sous les noms d'époques esclavagiste, féodale et capitaliste. Ce n'est qu'avec la recherche historique actuelle qu'on a pris le parti de tenir ce découpage pour un simple expédient ; malgré cela, les historiens japonais gardent un certain goût pour les débats sur la périodisation parce qu'ils stimulent la recherche, en particulier concernant les commencements précis des Epoque moderne et, comme on le verra, contemporaine, ainsi que les comparaisons avec l'Occident.

La recherche historique reçut une stimulation nouvelle de la poussée des extrêmes des années 1930.

En devenant ultra-nationaliste le Régime impérial promut une version extrémiste de l'historiographie officielle, le tennôcentrisme

historique, *kôkoku shikan* 皇国史観, avec pour dogme fondamental celui du *kokutai* 国体, ou « essence nationale », unique au monde du fait de l'existence de la Maison impériale à la « Lignée ininterrompue au cours des âges », *bansei ikkei* 万世一系.

La véritable nouveauté vint du matérialisme historique, divisé en deux écoles. Le *Kôza ha* 講座派 ou « Ecole de la Série » – de sa publication « Série sur le développement du capitalisme japonais », *Nihon shihonshugi hattatsushi kôza* 日本資本主義発達史講座 – développa l'analyse faite par le Komintern du Régime impérial comme semi-féodal et absolutiste, instrument à la fois des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie capitaliste. Le *Rônô ha* 労農派 ou « Ecole ouvriers et paysans » – du nom de sa revue – considérait au contraire la monarchie comme l'héritage postiche d'un passé révolu au moment de l'accession, au début du siècle, du Japon au rang de puissance capitaliste et de la bourgeoisie à celui de seule classe dominante. Cette controverse sur le capitalisme japonais, *Nihon shihonshugi ronsô* 日本資本主義論争, qui incluait celles sur la Restauration de Meiji, *Meiji ishin ronsô* 明治維新論争, sur l'institution impériale, *tennôsei ronsô* 天皇制論争, et sur la manufacture, *manyufakuchua ronsô* マニユファクチュア論争, de l'Epoque moderne, portait au fond sur la question du degré de modernité, non seulement du Japon de ce temps, mais encore, pour les plus historiens de ces marxistes, de celui d'avant 1868. Cette problématique reste aujourd'hui encore fondamentale.

La recherche historique d'après-guerre se construit contre le tennôcentrisme et en rapport avec le matérialisme historique. Elle comprit deux courants, le marxisme ou histoire des formations sociales, *shakai kôsei shi* 社会構成史, et le modernisme, *kindaishugi* 近代主義, le premier soucieux de construction du socialisme et le second de l'affermissement de la jeune démocratie par la formation de citoyens moralement autonomes, antithèses des sujets fidèles voulus par le régime précédent. Le moderniste Maruyama Masao, le plus influent des intellectuels d'après-guerre, laissa des œuvres d'histoire politique et intellectuelle encore vivantes aujourd'hui. Les principaux historiens marxistes furent Araki Moriaki 安良城盛昭 (1929-1993) et, plus proche du positivisme académique, Ishimoda Shô 石母田正 (1912-1986) [cf. 26], grand promoteur de la « science démocratique » dans le milieu historien.

L'époque de la reconstruction, ou « Après-guerre » proprement dit (1945-1955), puis celle de la croissance économique rapide (1955-1973) furent pour les intellectuels et universitaires progressistes, qui étaient la majorité, celles de la volonté de rompre avec le vieux Japon et de la hantise de ce qui pouvait en rester dans la société démocratique. Au centre des débats historiques de cette époque

étaient les thèses du Kôza ha ; en effet, l'abolition de la monarchie de droit divin, de la noblesse et de la grande propriété foncière, la modernisation du droit du travail, l'instauration du suffrage féminin et l'introduction de l'idéologie démocratique dans la Constitution, l'enseignement et l'ensemble de la société, confirmaient la thèse, tant pour les marxistes que pour les modernistes, d'un Japon jusqu'alors « arriéré ». Ce sont ainsi les travaux d'Araki qui retiennent le plus l'attention. Le passage de l'esclavage au servage étant tenu pour une loi historique universelle, se posait la question de son avènement au Japon : la controverse sur le servage médiéval, *Nihon chûsei nôdosei ronsô* 日本中世農奴制論争, fut lancée par Araki qui situait ce passage lors du cadastrage du Sire régent, *taikô kenchi* 太閤檢地, Toyotomi Hideyoshi, dans les années 1580, tandis que pour Ishimoda, plus convaincant pour les médiévistes, la transition se faisait lors du Haut Moyen Age (XII^e-XIV^e siècles). L'application des notions occidentales de serf* et d'esclave* faisait problème, en particulier du fait de la rareté au Japon, même pendant l'Antiquité, des esclaves appropriables et aliénables de type gréco-romain.

Dans les années 1960, la recherche connut des évolutions qui annonçaient l'histoire actuelle. Le double projet d'enracinement de la démocratie et de développement économique étant accompli, l'attention se déplaça des structures politiques et économiques aux mentalités et à la vie quotidienne.

Le marxisme s'assouplit, portant une meilleure attention aux superstructures. Son hégémonie s'affaiblit devant les critiques qu'il subit de la part de deux nouvelles écoles.

Les historiens japonais accordent un grand intérêt à l'ethnologie, *minzokugaku* 民族学, et à la tradition nationale des études de folklore, *minzokugaku* 民俗学, dont le grand maître, Yanagita Kunio 柳田國男 (1875-1962), est lu tant par les conservateurs que par les progressistes. Les premiers apprécient les vertus traditionnelles. Les seconds cherchent surtout dans ces disciplines, aujourd'hui, des données sur les particularités japonaises de la monarchie et de l'exclusion et, depuis les années 1960, sur les résistances des masses menées jusqu'à l'Époque contemporaine au nom de valeurs antérieures au capitalisme et à l'État-nation. Cette seconde orientation était celle de l'histoire (de la pensée) des masses populaires, *minshû (shisô) shi* 民衆(思想)史, active jusqu'au début des années 1980, progressiste mais critique envers les schémas marxistes et modernistes, ce qui lui valut d'être taxée de romantique. Les représentants les plus notables de cette école sont Irokawa Daikichi 色川大吉 (1925-), qui a été traduit en anglais, et Yasumaru Yoshio, dont on verra plus bas comment il renouvela l'histoire contemporaine.

La théorie de la modernisation, *kindaika ron* 近代化論, de Walter Rostow fut diffusée en coopération avec des historiens américains spécialistes du Japon, dont l'ambassadeur à Tôkyô Edwin Reischauer (1910-1990). Alliant apologie de la croissance et culturalisme, elle relança les recherches sur les prodromes de la modernité dans le Japon pré-contemporain.

Depuis ce temps, les contacts personnels avec les universitaires américains sont devenus de plus en plus fréquents. L'immense majorité des historiens étrangers dont les travaux sont lus et appréciés au Japon sont américains, bon nombre des autres étant également anglo-saxons. Des ouvrages en anglais existent sur toutes les périodes, avec une plus forte concentration sur l'Époque contemporaine ; on ne pourra citer ici que les auteurs qui apparaissent le plus fréquemment dans les bibliographies japonaises. Aux relations privilégiées entre le Japon et les États-Unis s'ajoute l'hégémonie de la langue anglaise. L'influence de l'École des *Annales* ne compense que partiellement ces réalités dans le milieu historien. C'est ainsi par exemple qu'une histoire américaine du Japon utile, car très étoffée, mais qui ne tient guère compte des renouvellements apportés par l'histoire médiévale est connue dans l'archipel [17], contrairement à celle écrite en français, certes plus brève, mais qui les inclut parfaitement [18]. Toutefois il existe des rapports suivis entre les milieux historiens japonais et français, concrétisés par des numéros des *Annales* [34] et de *Cipango* [38, 39] où des chercheurs japonais de premier plan exposent, comme on le verra, la substance de leurs travaux.

1. Les combats pour l'histoire

La reconstruction achevée, les masses satisfaites par la hausse du niveau de vie penchèrent vers le conservatisme. L'expression « Système de 1955 » (1955-1993) désigne la continuelle reconduction au pouvoir du Parti Libéral-Démocrate (PLD) par les électeurs, avec une gauche importante mais toujours dans l'opposition. Comme les sympathies de bon nombre d'intellectuels et d'universitaires continuaient à aller à celle-ci, le heurt avec les conservateurs était inévitable.

Le système de censure des manuels d'histoire des collèges et des lycées par le ministère des Affaires culturelles et scientifiques (le ministère de l'Éducation) fut mis en place en 1955. C'est ce que ses adversaires appellent la première des trois « attaques contre les manuels ». La contre-offensive du milieu enseignant prit la forme des « procès des manuels » intentés en 1965, 1967 et 1984 par